

validation de leur diplôme. L'entreprise d'accueil doit également être affiliée à la MSA. Ce dispositif est géré avec le concours du groupe Agricola.

Entreprises

■ **Alstom: la CGT « a alerté depuis le début de l'année », affirme Philippe Martinez...**

Le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez, affirme dans un entretien au *Parisien* (15-9) que la CGT « a alerté depuis le début de l'année sur la situation du ferroviaire et d'Alstom. On nous a répondu qu'il n'y avait pas de danger ». « Autant sous l'ère Montebourg on parlait d'industrie, autant Macron ne s'est jamais occupé d'industrie », assène le numéro un de la CGT. « On est face à une défaillance de l'État vis-à-vis de la politique ferroviaire: il a laissé la SNCF fermer des lignes, favoriser le passage du fret à la route. Et les cars Macron? Ce sont les salariés d'Alstom qui en font les frais ». Et d'ajouter: « Si les carnets de commandes d'Alstom manquent en France, c'est parce qu'il n'y a plus de vision stratégique. L'État a démissionné », considère le leader syndical.

■ **... et l'État peut sauver le site, selon Laurent Berger**

Le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger a estimé, le 15 septembre sur BFMTV que l'État peut « sauver le site de Belfort ». « L'État doit s'engager dans des commandes ». « Il faut une stratégie industrielle. Il faut investir. On ne peut pas se glorifier, et à juste titre, de vendre des TGV aux États-Unis et laisser la filière de production en France se dégrader », a-t-il ajouté, estimant que dans ce dossier, l'État devait être « stratège » mais qu'il ne « ne l'a pas été ». *Source AFP*

■ **Le gouvernement britannique donne son feu vert à la construction de deux EPR par EDF**

Le gouvernement britannique a donné, le 15 septembre; son feu vert à l'installation de nouveaux réacteurs par le Français EDF et son partenaire chinois CGN en assortissant de conditions. Suite à cette annonce, les syndicats CGT, FO et CFE-CGC d'EDF ont réaffirmé leur hostilité au projet de construction de deux réacteurs EPR à Hinkley Point « en l'état », s'interrogeant aussi sur la portée du feu vert donné par Londres. « On attend de voir exactement le contenu de ce feu vert puisqu'il est sou-

mis à des conditions », a déclaré Philippe Page Le Méroux (CGT). « Qui dit conditions, dit changement [...]. Et que signifie ce changement en termes de risques et d'investissements? », s'est-il interrogé. Pour Vincent Hernandez, secrétaire général de FO Énergie et Mines, « l'incertitude sur le périmètre de l'engagement britannique demeure ». De plus, « la décision est contestée par le corps social d'EDF, ce qui ne s'est jamais vu, et prétendre mener à bien ce projet en passant outre c'est un élément de fragilité ». De son côté, la CFDT, s'est dite « satisfaite » du feu vert britannique. « C'est une bonne nouvelle d'apprendre que le plus important chantier européen de la décennie va se lancer. L'Europe a besoin de tels chantiers qui génèrent des milliers d'emplois », a déclaré Vincent Rodet (CFDT). *Source AFP*

■ **La réfection du Pullman Paris va entraîner 500 à 650 suppressions d'emplois**

La fermeture pour travaux de l'hôtel de luxe Pullman Paris Montparnasse (groupe Accor), prévue en août 2017, va entraîner « la suppression de 500 à 650 emplois » de salariés et sous-traitants qui risquent de ne pas être repris à la réouverture en 2020, affirme, le 14 septembre, la CGT. « Des négociations sur un plan de sauvegarde l'emploi (PSE) ont débuté le 12 septembre et doivent se poursuivre durant quatre mois », indique-t-elle. Ce PSE prévoit des reclassements des anciens salariés dans les autres hôtels du groupe Accor ainsi que des départs volontaires, selon la CGT, qui déplore cependant « un manque de garanties et de propositions chiffrées de la part de la direction ». Le syndicat revendique « le maintien de l'emploi pour ceux qui souhaitent le conserver, avec la mise en place de conventions de mises à disposition dans les hôtels du groupe Accor où des reclassements seront proposés, et un plan ambitieux de formation pendant la fermeture de l'hôtel ». Le groupe a indiqué de son côté qu'il était « difficile de s'engager à ce stade sur une reprise des employés alors que les négociations sont en cours et que les travaux vont durer trois ans ». *Source AFP*

■ **Un médiateur au sauvetage du CCE d'Air France**

Le comité central d'entreprise (CCE) d'Air France, qui gère les activités sociales et culturelles des 50 000 salariés

de la compagnie aérienne prévoit de terminer l'année avec une perte d'exploitation de 650 000 €, a indiqué son secrétaire Didier Fauverte (CGT). En cause: l'accélération de la baisse des effectifs d'Air France, sous l'effet des plans de départs menés depuis 2013, qui fait mécaniquement « fondre » la subvention versée par l'entreprise, explique-t-il. Pour 2016, la subvention baisse de 1,5 million d'€. Selon Didier Fauverte, le CCE dispose d'un budget de 37 millions d'€ pour 2016 (contre 90 millions cinq ans auparavant), dont 20 millions de budget propre, 10 millions pour les différents CE et 7 millions pour la gestion des restaurants d'entreprise. Or, ces différents CE menacent de gérer indépendamment leur quote-part à partir de 2017 et/ou d'en revoir le niveau. Cela représenterait une baisse potentielle des ressources de 15 millions d'€ pour le CCE, souligne-t-il. Pour « sortir du blocage », il a « demandé une médiation extérieure », confiée à l'ancien DRH Jean-François Colin, et dont les conclusions sont attendues pour « fin septembre ». *Source AFP*

■ **La direction de L'Obs veut supprimer 40 postes, Rue89 en première ligne**

La direction de *L'Obs* a présenté aux salariés un plan de départs volontaires portant sur une quarantaine de postes, qui touche particulièrement le site Rue89. Ce projet, qui vise à ramener les effectifs à 143 postes contre 185 aujourd'hui, sera négocié à partir du 19 septembre avec les représentants du personnel. Le site Rue89, racheté début 2012 par le groupe, devrait voir passer ses effectifs d'une dizaine de postes à quatre (trois rédacteurs et un chef des infos), recentrés sur les sujets de société. Le site sera complètement absorbé sur le plan juridique à partir de janvier 2017. *Source AFP*

■ **Airbus Helicopters: les syndicats s'inquiètent de la situation de l'entreprise**

Les salariés d'Airbus Helicopters éprouvent une « vraie inquiétude » quant à l'avenir de cette filiale d'Airbus Group, ont déclaré le 14 septembre dernier des syndicats du constructeur. La direction a, quant à elle, démenti les rumeurs de suppressions de postes. « À ce stade, il n'y a pas de décision » prise, a-t-elle affirmé. *Source AFP*